

# CAP Finistère

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1088

VENDREDI 27 MARS 2015

Dispensé de timbrage BREST CTC

## Mobilisés !

Dimanche, la gauche peut remporter les élections départementales dans le Finistère. Pour cela, il convient d'amplifier encore la campagne menée par les candidats *Finistère et solidaires*, dans les 27 cantons du département. La victoire d'Anne Maréchal et Michaël Quernez, dès le premier tour dans le canton de Quimperlé, est, à cet égard, de très bonne augure.



Une équipe pour le Finistère

Dès lundi midi, les candidats se sont retrouvés à Briec, autour de Nathalie Sarrabezolles, Pierre Maille et Marc Coatanéa pour faire le point sur les résultats du premier tour avant de repartir en campagne.

À cette occasion, le Premier secrétaire fédéral a insisté sur le nécessaire rassemblement de toutes les forces de gauche, écologiques et de progrès pour que le Conseil départemental dispose, au soir du 29 mars, d'une majorité de gauche. En effet, dans une majorité de cantons, la gauche rassemble plus de 50% des voix, au premier tour. La victoire est possible d'autant que la dynamique est clairement en faveur des candidats *Finistère et solidaires*, qui dimanche porteront les couleurs du rassemblement de la gauche, des forces écologiques et de progrès.

« On nous avez promis un effondrement de la participation et un échec annoncé du PS », a rappelé le Premier secrétaire fédéral. Mais au premier tour l'abstention est moins forte qu'aux dernières élections cantonales et le score du PS, dans le Finistère, est de près de 15% supérieur à celui de la moyenne nationale.

A contrario on ne sent vraiment aucune « envie de droite » de la part des électeurs Finistériens.

« Nous devons continuer la même campagne qu'au premier tour », a confirmé Pierre Maille. « Il nous reste une semaine pour aller à la rencontre des électeurs et nous concentrer sur la présentation et l'explication de notre projet », a confirmé Nathalie Sarrabezolles. « Nous n'entrerons dans aucune polémique », a-t-elle rappelé.

Cette mobilisation est particulièrement importante à un moment où les convergences entre la droite et l'extrême-droite apparaissent de plus en plus clairement au grand jour. « En l'absence de dynamique, les candidats de l'Alliance n'hésitent pas à faire des appels du pied à l'extrême-droite. C'est ainsi qu'il faut analyser le refus, de la part de la présidente de l'UMP dans le Finistère, Agnès Le Brun, d'appeler à voter pour le binôme socialiste dans le canton de Brest Saint-Pierre Plouzané contre les candidats du Front national », a insisté Marc Coatanéa. En espérant recueillir 100% des reports de voix des électeurs du Front national, les candidats de l'Alliance, qui ne disposent d'aucune réserve de voix, sont prêts à toutes les compromissions.

Dimanche 29 mars, chaque voix comptera pour que le Finistère reste en haut, à gauche !

CAP  
FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 26/03/2015



PRESSE  
URGENTE  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

## Notre méthode

Voter pour les candidats *Finistère et solidaires*, c'est bien sûr voter pour une équipe qui défend des valeurs et un projet pour l'ensemble du Finistère. Mais c'est aussi voter pour une méthode qui recherche l'intérêt général.

Cette méthode consiste à faire ce que l'on dit et à expliquer ce que l'on fait. Elle allie transparence et pédagogie et surtout, elle s'appuie sur les Finistériennes et les Finistériens appelés à s'exprimer, notamment lors des phases d'élaboration des schémas départementaux, pour les personnes âgées ou les personnes en situation de handicap.

Les contrats de territoires illustrent aussi cette méthode. Basés sur des diagnostics partagés, ils considèrent les territoires dans leur diversité et les soutiennent dans leurs projets de développement.

C'est cela qu'il convient de poursuivre et d'amplifier après le 29 mars.

PS29

## Chiffre de la semaine

160 millions d'euros

C'est le montant de l'aide accordée par l'État à l'agriculture biologique. La France veut soutenir le développement du bio, en hausse de 10% par an et qui représente un marché de 5 milliards d'euros.